



Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale
24 juin 2013
Français
Original: anglais

Comité des droits de l'homme 105^e session

Compte rendu analytique de la 2904^e séance

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le lundi 16 juillet 2012, à 15 heures

Présidente: M^{me} Majodina

Sommaire

Examen des rapports soumis par les États parties conformément à l'article 40 du Pacte
(suite)

Deuxième et troisième rapports périodiques de l'Arménie

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La séance est ouverte à 15 h 5.

Examen des rapports soumis par les États parties conformément à l'article 40 du Pacte (suite)

Deuxième et troisième rapports périodiques de l'Arménie (CCPR/C/ARM/2-3; CCPR/C/ARM/Q/2; et CCPR/C/ARM/Q/2/Add.1)

1. *Sur l'invitation de la Présidente, la délégation arménienne prend place à la table du Comité.*
2. **M. Hovakimian** (Arménie), présentant les deuxième et troisième rapports périodiques de son pays, dit que l'Arménie a respecté toutes ses obligations en matière de présentation de rapports aux organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et est à jour de ce point de vue. Le rapport à l'examen, qui a été élaboré par un groupe de travail inter-institutions composé de représentants des ministères et institutions compétents, rend compte des changements législatifs et politiques et des événements survenus depuis l'examen du rapport initial de l'Arménie par le Comité. Une table ronde a également été organisée avec les organisations non gouvernementales (ONG) afin de recueillir leurs observations et recommandations.
3. Ces dernières années, le Gouvernement a pris d'importantes mesures pour harmoniser pleinement sa législation avec les obligations internationales incombant à l'Arménie. Le 2 juillet 2012, le Président a signé un décret portant approbation d'un programme stratégique de lancement de la nouvelle phase de réformes judiciaires et de mise en œuvre du Plan d'action pertinent pour la période 2012-2016. L'objectif de ces réformes est de donner une application concrète à l'indépendance du pouvoir judiciaire. Le 12 juillet 2012, le Plan d'action 2012-2014 pour l'Arménie a été lancé en collaboration avec le Conseil de l'Europe; il comprend, notamment, des mesures prioritaires dans les domaines de la démocratie, des droits de l'homme et de la primauté du droit.
4. Les modifications constitutionnelles adoptées en 2005 ont conduit à l'émergence d'un système judiciaire indépendant et efficace et à l'adoption d'une nouvelle réglementation sur la composition du Conseil de la magistrature. Ces modifications ont également clarifié le statut de la Cour de Cassation, qui devient ainsi la plus haute instance judiciaire chargée de connaître de toutes les affaires ne relevant pas de la justice constitutionnelle. En février 2007, l'adoption du Code de la magistrature a parachevé les réformes du système judiciaire. Les modifications apportées à la Constitution ont également permis de réviser la réglementation régissant la Cour constitutionnelle qui a radicalement élargi la nature des différends sur lesquels la Cour est habilitée à statuer et la qualité des personnes habilitées à la saisir. Le paragraphe 1 de l'article 14 de la Constitution a, en outre, renforcé le principe d'égalité de traitement.
5. Le système de poursuites a été décentralisé en vertu de la loi sur le ministère public. Un nouveau Code de procédure pénale, qui est en cours d'élaboration, réglementera la procédure à suivre en matière d'arrestation («Protocole d'arrestation»). Il est envisagé d'établir un «protocole électronique» dans le cadre des réformes de la police qui s'appliquera dès la première heure de la détention et de publier des brochures en arménien, en russe et en anglais sur les droits des personnes gardées à vue. Des lignes directrices sur les droits et obligations des policiers au cours de l'interpellation et dans la période postérieure à celle-ci ont également été élaborées et seront prochainement mises en œuvre. La loi relative au Défenseur des droits de l'homme reconnaît que cette instance est un mécanisme indépendant de prévention de la torture.
6. Les récentes modifications apportées à la loi sur la représentation en justice garantissent l'indépendance des avocats et étendent le champ de l'aide juridictionnelle gratuite. Le Code judiciaire institue l'obligation de publication des décisions de justice. Des

mesures sont prises pour coopérer davantage avec la population et améliorer les procédures publiques de contrôle, en particulier grâce au système arménien de recherche d'informations juridiques en ligne.

7. Le Code électoral a été modifié en 2011 afin d'améliorer et de renforcer encore la confiance de la population dans le processus électoral. Des modifications ont ainsi été notamment apportées aux règles de composition de la Commission centrale électorale. Le Code électoral prévoit également l'égalité des chances dans les campagnes électorales par le biais de salles de conférence mises gratuitement à la disposition des candidats et de la réduction du coût des publicités politiques à la télévision et à la radio. Toutes les décisions de la Commission électorale sont accessibles à tous sur son site Internet officiel.

8. Les élections législatives du 6 mai 2012 sont les premières à avoir été organisées conformément au nouveau Code électoral. La Commission centrale électorale a accrédité 647 observateurs de dix organisations internationales et quelque 28 000 observateurs d'organisations non gouvernementales ONG. Bien que la mission de surveillance électorale envoyée dans le pays par le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) se soit félicitée de l'amélioration du cadre juridique électoral, la mission d'observation électorale conjointe a relevé plusieurs irrégularités dans le processus électoral. Le Gouvernement tiendra compte de ces observations et s'emploiera à améliorer encore la législation et la pratique dans ce domaine.

9. Le nouveau Code électoral énonce les règles de parité hommes-femmes entre les candidats aux charges publiques. Le 11 février 2010, le Gouvernement a approuvé un document stratégique sur une politique d'égalité des sexes recommandant l'adoption d'un programme stratégique dans ce domaine pour la période 2011-2015. Un projet de loi sur l'égalité des droits des femmes et des hommes ainsi qu'un projet de loi contre la violence familiale ont été soumis au Parlement. Le Plan national d'action contre la traite des êtres humains 2010-2012 est en cours d'application. L'Arménie a coparrainé les résolutions du Conseil des droits de l'homme relatives à l'intensification de l'action menée pour éliminer toutes formes de violence à l'égard des femmes et à l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Le Gouvernement reconnaît que d'autres mesures devront être prises pour assurer l'indépendance et l'obligation redditionnelle du système judiciaire, réduire les risques de corruption, garantir l'accès de tous à la justice et veiller à son efficacité et à sa transparence.

10. Le Gouvernement appuie fermement la volonté du peuple du Nagorno-Karabakh d'exercer pleinement son droit à l'autodétermination. Il est regrettable que l'Azerbaïdjan continue de violer le droit à l'autodétermination du peuple du Nagorno-Karabakh et le droit à la vie des ressortissants de l'Arménie et du Nagorno-Karabakh vivant dans les zones frontalières qui continuent d'être prises pour cible par l'Azerbaïdjan. Il est également malheureux que des accusations insultantes et infondées aient été formulées contre l'Arménie et publiées sur le site Internet du Comité dans un soi-disant rapport parallèle, et le Gouvernement arménien juge important que le Comité envisage de prendre des mesures pour éviter que ses procédures soient détournées.

11. Le Gouvernement arménien appuie la plupart des recommandations formulées lors de l'Examen périodique universel concernant l'Arménie, dont la majorité est actuellement mises en œuvre. Une commission interministérielle établie par le Gouvernement a élaboré un rapport à mi-parcours qui sera prochainement soumis aux Nations Unies. En outre, un programme stratégique complet en faveur des droits de l'homme est en cours d'élaboration.

12. **M^{me} Soudjian** (Arménie) donne un bref aperçu des réponses écrites du Gouvernement arménien à la liste des points à traiter (CCPR/C/ARM/Q/2/Add.1).

13. **La Présidente** invite les membres du Comité à poser des questions à la délégation arménienne concernant les questions 1 à 16 de la liste des points à traiter (CCPR/C/ARM/Q/2).

14. **M^{me} Motoc** dit que le Comité a pour procédure habituelle de télécharger sur son site tous les rapports parallèles qu'il reçoit des ONG afin qu'ils soient accessibles à tous et qu'il ne considère pas cette pratique comme un détournement de sa procédure. Elle demande à la délégation arménienne de fournir des exemples d'affaires dans lesquelles le Pacte a été invoqué par des particuliers ou des tribunaux eux-mêmes. Elle souhaite savoir comment la Constitution et le Pacte s'articulent et quel rang il occupe dans l'ordre juridique interne. Elle demande des informations sur toute nouvelle réglementation relative à la mise en œuvre du Pacte.

15. D'après les informations dont dispose le Comité, le Médiateur n'est pas assez actif et n'accorde pas l'attention voulue aux plaintes dont il est saisi, ce qui, selon certaines sources, serait dû à un financement insuffisant. **M^{me} Motoc** demande à la délégation arménienne de commenter ces informations et d'indiquer le nombre de plaintes reçues par le Médiateur et le nombre de celles auxquelles il a été donné suite.

16. **M. Salvioli** dit que bien que le paragraphe 1 de l'article 14 de la Constitution arménienne contient une interdiction générale de la discrimination, il ne semble pas exister de disposition correspondante dans la législation arménienne pouvant être invoquée pour poursuivre les auteurs d'actes de discrimination. Le pays dit n'avoir enregistré aucune plainte pour discrimination raciale mais la rareté des plaintes est parfois due à une méconnaissance des mécanismes pertinents ou à un manque de confiance à l'égard de la procédure. **M. Salvioli** juge à cet égard préoccupantes les conclusions d'un rapport publié par la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) suite à une mission de visite en Arménie en 2010. Il souhaite savoir si une loi interdit les organisations qui encouragent la discrimination raciale ou d'autres formes de discrimination.

17. L'État partie a pris d'importantes mesures au niveau législatif pour lutter contre la discrimination à l'égard des femmes. L'absence de progrès enregistrés en vue de la promulgation du projet de loi sur la violence familiale, qui est en instance depuis quatre ans, suscite toutefois des préoccupations. La violence familiale et la violence sexiste doivent être érigées en infractions caractérisées, ce sur quoi a insisté Amnesty international dans un rapport publié en 2011. **M. Salvioli** croit également comprendre qu'il n'existe que deux foyers d'accueil pour femmes victimes de violences, qui sont financés par des contributions privées, et prie instamment l'État partie de leur allouer les ressources voulues pour remédier à cette situation. Selon des informations crédibles émanant d'ONG, les tribunaux n'accordent pas non plus l'attention voulue aux affaires de violence familiale.

18. Des ONG ont également communiqué au Comité des informations faisant état d'une discrimination fondée sur l'orientation sexuelle. **M. Salvioli** demande aux autorités arméniennes de lutter énergiquement contre cette forme de discrimination. Certaines associations auraient tenu des propos haineux à l'égard des homosexuels, bisexuels et transgenres et accolé des affiches accrocheuses en pleine rue. Les autorités évoquent le droit à la liberté d'expression pour ne pas sanctionner ces associations. **M. Salvioli** attire l'attention de l'État partie sur l'article 20 du Pacte qui prévoit que tout appel à la haine qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence doit être interdit par la loi.

19. **M. Thelin** regrette que le deuxième rapport périodique de l'Arménie, qui devait être présenté en octobre 2001, ait été soumis au Comité avec autant de retard.

20. **M. Thelin** se félicite de la réponse détaillée fournie par l'Arménie à la question 6 de la liste des points à traiter concernant les mesures prises pour garantir la réalisation d'enquêtes sur le recours excessif à la force lors des événements de mars 2008 et en

particulier sur les dix décès qui ont eu lieu, et que l'État partie ait sollicité le concours d'experts scientifiques étrangers et du Conseil de l'Europe. Il juge par conséquent troublant qu'aucun progrès n'ait été enregistré à ce jour. Trois des huit victimes civiles ont succombé à des tirs de grenades ou de gaz lacrymogènes. Quatre sous-officiers ont été poursuivis mais l'État partie n'indique pas dans sa réponse s'ils ont été jugés coupables et condamnés. En outre, attendu que l'utilisation d'armes par les forces de l'ordre pour disperser les manifestants révèle un sérieux problème de commandement et d'encadrement, les poursuites intentées contre quatre sous-officiers sont insuffisantes et une enquête aurait dû être également menée concernant les fonctionnaires de police responsables de l'opération. Human Rights Watch a publié un rapport sur la question en février 2009. Il serait intéressant de connaître les mesures que prend l'Arménie pour veiller au respect des Principes de base des Nations Unies sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois et prévenir le recours excessif à la force.

21. Évoquant la réponse à la question 7 de la liste des points à traiter concernant les mesures prises pour empêcher les arrestations et la détention arbitraires lors des enquêtes de police, M. Salvioli souhaite savoir comment les lois et règlements relatifs aux prévenus et aux détenus sont mis en œuvre et si des plaintes ont été formées par ces derniers pour violation de leurs droits. Les homosexuels, les bisexuels et les transgenres semblent particulièrement vulnérables en raison du climat général d'hostilité à leur égard, notamment au sein de la classe politique. M. Salvioli rappelle que le Comité avait également demandé à l'Arménie de fournir des informations sur le nombre de cas signalés de mauvais traitements et de décès de détenus.

22. Il serait utile de savoir si une instance indépendante, autre que le Défenseur des droits de l'homme, est chargée de connaître des plaintes sur le comportement de la police et, dans la négative, s'il est envisagé de créer une telle instance.

23. Dans sa réponse à la question 9, l'État partie récuse l'allégation selon laquelle des procureurs et des juges ont refusé d'admettre des preuves de mauvais traitements lors d'un procès. Cette question fait suite à un rapport de 2011 du Groupe de travail sur la détention arbitraire (A/HRC/16/47/Add.3), dont le paragraphe 61 indique que de nombreux détenus et prisonniers interrogés par le Groupe de travail disent avoir été soumis à des mauvais traitements et à des passages à tabac dans les postes de police. Les agents enquêteurs de la Police et du Service de la sécurité nationale auraient également fait pression sur eux, y compris par de mauvais traitements, pour obtenir des aveux, ce qui constituerait un élément central de leurs enquêtes, et que des procureurs et des juges ont refusé d'admettre des preuves de mauvais traitements dans plusieurs procès. Le Groupe de travail a également été informé que les suspects passés à tabac lors de leur arrestation et interrogatoire ne signalent par ces faits par peur de représailles et que les personnes battues restaient détenues par la police jusqu'à ce que leur état s'améliore pour éviter qu'elles soient examinées par un médecin lors de leur transfert en prison. Le Groupe de travail indique que les entretiens qu'il a eus avec des représentants d'ONG et des avocats corroborent ces allégations. M. Salvioli invite la délégation arménienne à commenter les conclusions du Groupe de travail.

24. Selon les réponses de l'État partie, les autorités ont reçu, en 2011, 20 requêtes ou plaintes émanant de 5 215 gardés à vue. Aucune information n'est en revanche fournie sur l'issue qui leur a été donnée et l'État partie n'a pas non plus répondu à la question concernant les mesures prévues pour faire droit aux réclamations des détenus.

25. S'agissant de la question 10, M. Salvioli prend note des informations détaillées présentées par l'Arménie au sujet des lois et mesures adoptées pour lutter contre la traite des êtres humains. Il doute toutefois que les quelques cas mentionnés reflètent l'ampleur réelle du problème et souhaite obtenir des informations sur les procédures permettant d'évaluer l'efficacité du Plan d'action national 2010-2012 de lutte contre la traite des êtres

humains. Des informations seraient également bienvenues sur les résultats obtenus par le mécanisme national d'aide aux victimes, en particulier sur le point de savoir s'il est tenu compte des facteurs socio-économiques qui sous-tendent la traite et si les mesures adoptées ne concernent que les ressortissants arméniens ou si elles s'appliquent également aux ressortissants étrangers, qu'ils soient victimes ou auteurs.

26. M. Salvioli relève que l'organe en charge de la lutte contre la criminalité organisée et la traite des êtres humains est désormais placé sous l'autorité du nouveau Département de lutte contre la criminalité liée aux hautes technologies, à la traite des personnes, à l'immigration illégale et au terrorisme. Il souhaite savoir comment l'État partie coordonne l'action menée dans ces différents domaines et quelle est son incidence sur la mise en œuvre du Plan d'action national de lutte contre la traite des êtres humains.

27. **Sir Nigel Rodley** juge très succinctes les réponses de l'Arménie aux questions 11 à 16 de la liste des points à traiter et considère qu'étant donné que le Comité contre la torture et le Groupe de travail sur la détention arbitraire lui ont posé des questions similaires, on aurait pu s'attendre à ce qu'elle accorde une attention particulière à leurs préoccupations.

28. L'État partie évoque, en réponse à la question 11, un projet de loi visant à harmoniser le *corpus delicti* ou la définition de la torture avec les normes juridiques internationales. Rappelant que le Comité contre la torture a formulé une recommandation à cet effet dès 2000, Sir Nigel Rodley se demande combien de temps faudra-t-il encore attendre pour que cette loi soit promulguée. Il relève que la peine maximum encourue pour le crime de torture en vertu de la législation en vigueur n'est que de trois ans en l'absence de «circonstances aggravantes». Étant donné qu'une telle sanction ne reflète pas la gravité du crime de torture, il demande à l'État partie de donner l'assurance au Comité qu'il entend prendre des mesures rapides pour définir la torture et les sanctions applicables.

29. Évoquant la question 12, Sir Nigel Rodley souligne que le problème du bizutage dans l'armée a été évoqué par le Comité contre la torture dès 2000. Dans sa réponse, l'État partie indique que ces actes sont passibles de sanctions pénales en vertu du Code pénal et fait allusion à plusieurs procédures ouvertes en 2011, dont aucune à ce jour n'a atteint le stade du jugement. Il aurait été utile de savoir quelles mesures ont été adoptées les années antérieures, puisque le rapport porte sur la période écoulée depuis 1998. Sir Nigel Rodley demande par conséquent à la délégation de confirmer que des mesures strictes ont été prises au niveau pénal et autre pour lutter contre la pratique du bizutage et, en particulier, les décès ou suicides qui sont directement ou indirectement liés à cette pratique.

30. Sir Nigel Rodley note que l'Arménie indique en réponse à la question 13 que la violence est un crime, qu'elle soit commise au sein du foyer ou non et souhaiterait en particulier savoir comment est réprimée la violence commise dans les établissements publics.

31. Étant donné que la réponse à la question 14 n'indique pas clairement le pourcentage d'affaires dans lesquelles on a eu recours à la détention avant jugement, Sir Nigel Rodley demande à l'État partie de fournir des renseignements plus précis sur ce point.

32. Il semble que l'État partie n'ait pas répondu à la question 15, qui porte sur les cas présumés de personnes qui sont passées du statut de témoin à celui de suspect sans pouvoir bénéficier des services d'un avocat et sans être informées de leurs droits, question qui a été soulevée par le Groupe de travail sur la détention arbitraire et plusieurs ONG.

33. L'État partie affirme, en réponse à la question 16, que les autorités n'ont pas connaissance de cas de migrants détenus à l'aéroport de Zvartnots pendant plus de soixante-douze heures, alors que le Groupe de travail sur la détention arbitraire en évoque plusieurs au paragraphe 91 de son rapport (A/HRC/16/47/Add.3).

La séance est suspendue à 16 h 15; elle est reprise à 16 h 35.

34. **M. Hovakimian** (Arménie) dit que l'Arménie accueille favorablement les «rapports parallèles» des ONG en tant que sources importantes d'informations, qu'elle ne critique ni leur nombre ni leur diffusion sur le site Internet du Comité mais qu'elle a des doutes concernant l'un de ces rapports, qui politise la situation et contient de fausses informations. Le Gouvernement arménien a adressé une lettre au Comité expliquant les motifs de sa requête.

35. **M. Sahakyan** (Arménie), se référant à la première question de la liste des points à traiter, dit que plusieurs juridictions pénales et civiles ont invoqué les dispositions du Pacte dans leurs jugements, par exemple dans des affaires relatives à la justice pour mineurs et à l'exemption de la responsabilité pénale en matière d'obligations contractuelles. Dans une affaire pénale, le tribunal a appliqué une loi qui était plus favorable à l'accusé et a invoqué le Pacte pour étayer sa décision. En outre les normes établies par le Pacte sont incorporées dans la Constitution, le Code judiciaire, le Code de la magistrature et d'autres textes de loi.

36. **M. Demirtshyan** (Arménie) cite l'article 6 de la Constitution qui prévoit que les instruments internationaux font partie intégrante du système juridique arménien et qu'en cas de contradiction entre les normes d'un instrument international ratifié par le pays et celles établies par la législation arménienne, ce sont les premières qui priment. Par conséquent, tout tribunal ou individu peut invoquer les dispositions d'un instrument international, y compris lorsqu'il n'existe pas d'équivalent en droit interne.

37. Se référant à la question 2 de la liste des points à traiter, M. Demirtshyan dit qu'une modification législative de 2009 a permis d'accroître les ressources allouées au Bureau du défenseur des droits de l'homme, ce qui a permis de relever sensiblement le salaire du personnel du Bureau. Cela a également renforcé l'indépendance de cette instance et lui a permis de mieux s'acquitter de toutes les fonctions incombant à un mécanisme national de prévention, comme prescrit par le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture.

38. **M^{me} Soudjian** (Arménie) dit que le Gouvernement condamne toutes les formes de discrimination. La législation arménienne encourage l'égalité dans tous les domaines de la vie, sans discrimination, exclusion, restriction ou préférence aucune fondée sur la race, la couleur de peau ou l'origine nationale ou ethnique. La politique d'interdiction de la discrimination à l'égard de personnes ou de groupes de personnes vise à mettre pleinement en œuvre les dispositions du Pacte. Il n'existe pas de loi interdisant expressément la discrimination, la question étant traitée par différents textes de lois, dont plusieurs articles de la Constitution, comme indiqué aux paragraphes 608 et 609 du rapport périodique de l'Arménie. La haine ethnique, raciale ou religieuse est érigée en circonstance aggravante par le Code pénal. Vu la rareté des plaintes relatives à des actes de discrimination raciale portées devant les tribunaux, on ne recueille pas de statistiques sur leur nombre.

39. Le Bureau du défenseur des droits de l'homme a été établi en 2003 et est devenu, depuis, une instance réellement indépendante qui a été dotée du statut «A» par le Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme. Six bureaux régionaux du défenseur des droits de l'homme ont été ouverts dans le pays pour permettre à toute personne considérant que ses droits fondamentaux ont été enfreints d'avoir plus facilement accès aux services de conseil. Le Gouvernement accorde une grande importance à l'éducation aux droits de l'homme, du niveau préscolaire au niveau universitaire. L'éducation aux droits de l'homme est une matière obligatoire des programmes scolaires depuis 2001. Les manuels scolaires du cycle d'enseignement secondaire ont été conçus par des experts spécialisés dans les questions d'égalité, de non-discrimination et de droits des minorités. Les enseignants ont suivi des cours spéciaux de formation professionnelle consacrés à l'éducation aux droits de l'homme

et des séminaires sur les droits de l'homme sont réalisés à l'intention des avocats, des juges, des policiers et des représentants de groupes vulnérables, y compris les réfugiés et les minorités nationales.

40. Afin de mieux protéger les droits des femmes, plusieurs mesures institutionnelles et juridiques ont été adoptées, dont un plan d'action stratégique intégral pour l'égalité des sexes 2011-2015. L'homosexualité a été dépénalisée en 2003. Le Bureau du Défenseur des droits de l'homme a pour vocation expresse d'enquêter sur toutes les plaintes de discrimination à l'égard des homosexuels, bisexuels et transgenres. Ces personnes ont librement accès aux soins de santé, à l'éducation ou à l'emploi et exercent pleinement leurs droits civils et politiques. L'Arménie est partie à de nombreux instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme, y compris au Protocole n° à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. L'Arménie a signé le 17 mai 2012 la Déclaration au nom de l'Union européenne à l'occasion de la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie. Les quelques cas isolés de discrimination à l'égard des homosexuels, bisexuels et transgenres ont été condamnés par le Gouvernement et font l'objet d'enquêtes, comme prescrit par le Code pénal.

41. **M. Hovakimian** (Arménie) s'excuse auprès du Comité pour la soumission tardive des deuxième et troisième rapports périodiques de son pays et dit que tout sera mis en œuvre pour veiller à ce que le quatrième rapport de l'Arménie soit transmis au Comité dans les délais établis. La situation des droits de l'homme évolue rapidement dans son pays, de sorte que plusieurs informations figurant dans le rapport périodique à l'examen et même dans les réponses écrites de son Gouvernement ne sont déjà plus d'actualité.

42. **M^{me} Harutyunyan** (Arménie) dit que les autorités judiciaires sont déterminées à identifier et sanctionner les agents de sécurité qui ont fait un usage excessif de la force durant les affrontements qui se sont déroulés les 1^{er} et 2 mars 2008 à Erevan et à en tirer les leçons qui s'imposent. Au total, huit civils, un agent de police et un militaire sont décédés des suites de leurs blessures durant ces troubles et 35 civils et 187 policiers et soldats ont été blessés. Près de cent véhicules ont été endommagés. De nombreuses expertises médico-légale et balistique ont été réalisées pour déterminer qui a tiré les coups de feu mortels lors de ces affrontements. Malgré les efforts importants déployés à cette fin, y compris les enquêtes effectuées par des experts en Fédération de Russie et d'autres analyses réalisées par un spécialiste international en balistique, il n'a pas été possible d'identifier l'auteur des tirs mortels. En 2011, le Président a ordonné que de nouvelles enquêtes soient diligentées sur ces événements, et en particulier sur les dix décès qui ont eu lieu; plusieurs procédures pénales ont été ouvertes.

43. **M. Petrosyan** (Arménie) dit que le programme de modernisation de la police réalisé en 2010 et 2011 a permis de restructurer les services de police, d'établir un service civil spécial et de créer des forces de police municipale. En mars 2012, plusieurs nouvelles unités de police étaient opérationnelles, dont une comprenant 61 agents affectés au maintien de l'ordre dans les manifestations et réunions publiques et formés aux méthodes modernes. La plupart de ces agents ont une formation de niveau universitaire, parlent plusieurs langues, et ont reçu une formation spéciale à la négociation et à la gestion des situations exceptionnelles. Ce sont les modèles du futur corps de police arménien. Près de 25% des policiers sont des femmes. Les autorités de police arméniennes ont étudié les exemples de meilleures pratiques enregistrés dans d'autres pays en matière d'usage de la force et les ont intégrés aux réformes adoptées. Les nouvelles règles en vigueur spécifient notamment quelles armes les policiers sont autorisés à utiliser dans le cadre de leurs fonctions et les prescriptions en matière de stockage et de déclaration de celles-ci. Une unité de police spéciale a été établie afin d'enquêter sur les plaintes formées par des justiciables et des instances publiques contre des agents des forces de l'ordre. Les policiers reconnus coupables d'actes criminels encourent des sanctions pénales. En 2010, des mesures

disciplinaires ont été prises à l'encontre de quatre policiers qui avaient maltraité des citoyens et de 23 autres sur le fondement d'autres accusations.

44. **M^{me} Soudjian** (Arménie) dit que les principaux instruments législatifs interdisant la violence à l'égard des femmes ne précisent pas le sexe de la victime et que la violence familiale n'est pas définie dans la législation arménienne en vigueur. Un groupe de travail interdépartemental a été établi et chargé d'élaborer un projet de loi sur la violence familiale, y compris la violence à l'égard des femmes, en coopération avec les ONG œuvrant dans ce domaine. Ce projet de loi est actuellement examiné par le Gouvernement. En juin 2011, le Gouvernement a adopté un programme stratégique de prévention de la violence sexiste pour améliorer la protection des victimes qui prévoit la création d'un mécanisme d'orientation des victimes, de foyers d'accueil et de dispositifs d'alerte au sein des structures de santé, des forces de police et des services sociaux. Ce sont les ONG qui administrent actuellement les lignes téléphoniques d'urgence, les foyers d'accueil et l'aide sociale aux victimes de violences familiales. Un groupe de travail a été établi au sein des forces de police pour améliorer la réaction des policiers face aux incidents de violence familiale et ces derniers reçoivent une formation spécialisée dans ce domaine. En 2011, près de 528 cas de violence familiale ont été signalés.

45. **M. Petrosyan** (Arménie) dit que la garde à vue et la détention provisoire sont régies par plusieurs lois, comme cela est indiqué de façon détaillée dans les paragraphes 216 et suivants du rapport périodique de son pays. Ces dispositions interdisent les violences physiques et les traitements inhumains ou dégradants. Une personne ne peut être gardée à vue qu'au titre d'un «protocole d'arrestation» établi conformément au Code de procédure pénale, d'un mandat d'arrêt délivré par les autorités de poursuites ou d'une décision du juge. Les personnes gardées à vue ou placées en détention provisoire jouissent des droits et libertés garantis à tous les citoyens arméniens, et leur sécurité durant leur détention est garantie.

46. Depuis que la nouvelle législation est entrée en vigueur, des améliorations notables ont été apportées aux conditions de détention. À titre d'exemple, les détenus doivent désormais être informés de leurs droits et libertés dans leur langue et peuvent saisir la justice pour dénoncer la violation de leurs droits et libertés en personne ou par l'intermédiaire d'un tiers, de l'administration pénitentiaire, des tribunaux, du Bureau du procureur, des autorités centrales ou locales, des ONG ou des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Les détenus ont également le droit de recevoir des soins de santé adéquats et une alimentation suffisante, de consulter le médecin de leur choix et d'entrer en contact avec le monde extérieur. La nouvelle législation améliore également les conditions de détention a, en faisant passer l'espace individuel de 2,5 m² à 4 m². À ce jour, 35 établissements pénitentiaires ont été rénovés dans le cadre de ces dispositions.

47. **M. Sahakyan** (Arménie) dit que les tribunaux n'ont jamais refusé d'examiner des plaintes pour mauvais traitements. La Cour de cassation a statué très clairement sur ce point dans son arrêt sur l'affaire Arayik Gzoyan et fait valoir que toutes les allégations fiables de torture doivent être transmises au procureur aux fins d'ouverture de procédures pénales. L'interprétation de l'adjectif «fiables» n'est soumise à aucun critère restrictif spécifique.

48. **M. Demirtshyan** (Arménie) dit que le système pénitentiaire arménien, qui compte près de 4 800 détenus, souffre d'un grave problème de surpeuplement auquel les autorités s'efforcent de remédier d'urgence. L'amnistie déclarée en 2011 en commémoration du vingtième anniversaire de l'indépendance de l'Arménie a permis de libérer un nombre considérable de prisonniers et la nouvelle législation pénale en cours d'élaboration encouragera les juges, dans la mesure du possible, à ne pas prononcer de peines maximales d'emprisonnement et à n'opter pour le placement en détention préventive qu'en dernier recours. Le Parlement examine actuellement et devrait approuver prochainement un projet

de loi portant approbation d'un nouveau code de procédure pénale qui prévoit des peines de substitution à la privation de liberté, telles que l'assignation à résidence et la surveillance policière.

49. Comme le prévoit le Plan de réformes judiciaires pour 2012-2016 adopté récemment, l'étape suivante consistera à créer un service de probation individualisé qui sera chargé de superviser les peines de substitution à la privation de liberté, la libération conditionnelle et les questions de réinsertion. Il aura pour principal objectif de veiller à ce que les sanctions et mesures alternatives à l'emprisonnement soient correctement, effectivement et plus fréquemment utilisées, en coopération avec l'OSCE et diverses ONG locales.

50. Parmi les autres mesures prises pour réduire le surpeuplement carcéral, il convient d'indiquer que le système de libération conditionnelle anticipée a été révisé et que les critères utilisés pour déterminer si les délinquants doivent ou non être autorisés à exécuter leur peine en milieu correctionnel ouvert ont été revus. Un nouvel établissement pénitentiaire pouvant accueillir plus de 1 000 détenus est en construction; une fois opérationnel, il devrait mettre un terme au problème de surpeuplement dans les prisons.

51. **M^{me} Soudjian** (Arménie) dit que l'approche suivie par le Gouvernement en matière de lutte contre la traite des êtres humains repose sur une étroite coopération entre tous les organismes et parties prenantes compétents et une utilisation ciblée des ressources. Une commission interinstitutionnelle composée d'experts du Gouvernement et de représentants d'ONG a été établie en 2002 pour enquêter sur les affaires de traite et formuler les recommandations appropriées. Le Conseil sur les questions de traite a été mis en place en 2007 et chargé de veiller à l'efficacité des mesures et plans d'action élaborés sur la base des travaux de la Commission. Ce Conseil est notamment chargé de mettre en œuvre le troisième Plan d'action national de lutte contre la traite des êtres humains approuvé en 2010, qui énonce les stratégies et les mesures à appliquer dans six domaines principaux: législation et application des lois, prévention, protection et soutien des victimes, coopération, suivi et évaluation, et coordination.

52. Le Gouvernement arménien a adopté tous les instruments internationaux et régionaux relatifs à la traite des êtres humains, y compris la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et les deux protocoles facultatifs s'y rapportant ainsi que les conventions de l'Organisation internationale du Travail (OIT) concernant le travail forcé et le travail des enfants.

53. Des progrès notables ont été effectués au plan législatif dans le cadre de la série de modifications apportées en 2011 à la législation pénale, dont un relèvement de la peine plancher encourue par les trafiquants d'êtres humains avant de pouvoir bénéficier d'une mesure de libération conditionnelle, des sanctions administratives leur interdisant d'exercer certaines activités et professions pendant une période pouvant aller jusqu'à trois ans, et des dispositions traitant expressément de la traite des enfants et des handicapés mentaux.

54. L'aide et l'assistance aux victimes sont fournies à la fois par des ONG spécialisées dans ce domaine et le Ministère du travail et des affaires sociales et comprennent des soins médicaux, des conseils juridiques, des programmes d'insertion sociale et des structures d'accueil. D'autres services, tels que le suivi tout au long de la procédure de jugement, les services de réinsertion, la formation professionnelle, l'aide à l'emploi, les services de traduction et d'interprétation et l'éducation des enfants, sont également fournis par le réseau des ONG.

55. La Division chargée de la lutte contre la traite des êtres humains du Département de la lutte contre la criminalité organisée est le principal organe chargé d'enquêter sur les affaires de traite et de traduire en justice les coupables. Elle est compétente en matière de

prévention et d'enquête. C'est au Bureau du procureur général qu'il incombe de veiller à la légalité des enquêtes préliminaires et de saisir la justice.

56. **M. Demirtshyan** (Arménie) dit que toutes les dispositions sur la torture figurant dans le projet de loi portant révision du Code pénal actuellement en instance devant le Parlement ont été modifiées afin d'assurer leur conformité avec les obligations de l'Arménie au titre des instruments internationaux. Le texte, qui devrait être approuvé au cours de la prochaine session parlementaire, alourdit notablement les sanctions encourues. Les infractions relatives à la torture emporteront dès lors des peines d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à huit ans, et jusqu'à douze ans en cas de circonstances aggravantes.

57. Le bizutage qui était pratiqué par l'armée soviétique, c'est-à-dire la soumission des nouvelles recrues à des actes de violence par des officiers supérieurs, n'existe pas dans l'armée arménienne, même si des actes de négligence et des comportements inappropriés se sont inévitablement produits. Près de 300 infractions imputées à l'armée ou portant sur des actes de violence commis par des supérieurs sur leurs subordonnés ont été signalées en 2011. Bien qu'un nombre considérable des personnes accusées aient bénéficié d'un abandon de poursuites grâce à l'amnistie déclarée cette année-là, plus de 200 affaires ont été portées en justice et près de 250 militaires condamnés. En 2011, on a enregistré six décès dus à des infractions à la discipline militaire, 36 personnes décédées au cours de leur service militaire, dont dix suite à l'intervention des forces azerbaïdjanaises stationnées à la frontière et neuf par suicide.

58. Toute une série de mesures ont été prises pour prévenir la violence au sein de l'armée et veiller à ce que les incidents fassent l'objet d'une enquête rapide et au rétablissement de l'ordre. Le Ministère de la défense publie chaque année un plan de prévention de la violence et travaille en étroite coopération avec le procureur militaire et le Chef d'État-major Général de l'Armée pour renforcer la discipline et garantir une sanction appropriée des exactions commises, une politique de tolérance zéro étant appliquée en la matière, indépendamment du grade.

59. Une commission consultative dirigée par un représentant du Ministère de la défense a été établie en 2011 et chargée d'examiner les fautes disciplinaires commises par des militaires; fin 2011, son action avait permis de réduire à la fois le nombre global d'exactions et de personnes décédées durant leur service militaire. De nouvelles règles régissant les procédures disciplinaires dans les forces armées, élaborées par le Ministère de la défense et le procureur militaire, sont entrées en vigueur en 2012.

60. Les châtiments corporels contre les enfants sont interdits par la loi et l'âge du mineur victime d'atteintes à sa vie, à sa santé, à sa liberté, à son honneur, à sa dignité et à son intégrité sexuelle sont considérés comme une circonstance aggravante. Un article du Code pénal portant spécifiquement sur les atteintes aux intérêts de la famille et de l'enfant prévoit que toute personne ayant la responsabilité d'élever un enfant qui manque à son devoir de soins encourt une amende ou deux années d'emprisonnement. Si des faits de cruauté sont visés, la durée maximale de détention est portée à trois ans. L'abus des droits de tutelle et la négligence intentionnelle d'un mineur sont également érigés en infractions passibles d'une peine maximale de deux ans d'emprisonnement.

61. Un mécanisme de plainte a été établi au bénéfice des détenus qui peuvent saisir gratuitement toute une série d'instances, dont les tribunaux, le Bureau du procureur général, le Ministère de la justice et les organisations de la société civile. Un groupe de surveillance publique indépendant jouissant d'un accès illimité aux établissements pénitentiaires et habilité à s'entretenir confidentiellement avec les détenus, a été établi en 2003; il élabore un rapport annuel qui est publié conjointement avec les observations du Ministère de la justice.

62. **M. Sahakyan** (Arménie) dit qu'il a été fait droit à la grande majorité des plaintes formées par les détenus en 2010 et 2011.

63. **M. Petrosyan** (Arménie) dit que les cas dans lesquels des personnes sont passées du statut de témoin à celui de suspects sont rares et qu'il ne s'agit pas d'une pratique délibérée. Le Code de procédure pénale prévoit toutefois, que si une personne interrogée en qualité de témoin est ultérieurement suspectée d'une infraction, le policier en charge de l'enquête est tenu, en vertu de la loi, de modifier son statut.

64. **M^{me} Chanet** dit que l'assignation à résidence et la surveillance électronique sont, tant avant qu'après le jugement, des moyens très efficaces de réduire le surpeuplement carcéral. Rappelant que le paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte prévoit que la détention de personnes qui attendent de passer en jugement doit être une exception et non la règle, elle demande instamment à l'État partie de prendre des mesures pour se conformer à cette disposition le plus rapidement possible. Elle aimerait savoir à quel moment précis de la détention un détenu a accès à un avocat et s'il y a droit immédiatement après son arrestation, comme elle croit le comprendre, ou seulement après soixante-douze heures, même si le délit visé est mineur.

65. **M^{me} Chanet** relève que le rapport périodique de l'Arménie ne semble pas faire la différence entre le rôle du procureur et le rôle du juge et souligne que leurs fonctions doivent être très clairement distinguées, attendu que le paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte indique clairement que la décision de placer des personnes en détention incombe à un juge. Des précisions sur les compétences et responsabilités respectives de chacun dans le système judiciaire arménien sont donc nécessaires. **M^{me} Chanet** aimerait également savoir dans quelles circonstances les mandats de perquisition doivent être délivrés, si la décision en incombe au juge ou si les policiers en charge de l'enquête peuvent mener des perquisitions sans autorisation d'un juge.

66. **M. Thelin** dit que plusieurs questions demeurent concernant les incidents de mars 2008. Par exemple, pourquoi aucun haut responsable n'a été inquiété? Les sous-officiers accusés ont-ils été condamnés et, dans l'affirmative, ont-ils été graciés en vertu de l'amnistie? **M. Thelin** aimerait également savoir si les nouvelles règles s'appliquant à l'utilisation d'armes à feu par la police ont été ou non élaborées en tenant spécifiquement compte des incidents de 2008, si l'utilisation d'AK-47 est toujours autorisée et si les règles d'utilisation des carabines KS-23 ont été modifiées.

67. Prenant note de l'établissement d'une unité policière spéciale chargée du traitement de plaintes émanant des citoyens, **M. Thelin** demande si ce service jouit d'une autorité opérationnelle ou obéit à la chaîne normale de commandement de la police. Il s'interroge également sur les chiffres relatifs au nombre d'affaires disciplinaires traitées, qui lui paraît extrêmement bas, et souhaiterait obtenir des informations détaillées sur l'issue qui leur a été apportée. Il voudrait également recevoir des précisions sur l'autonomie et l'efficacité des mécanismes d'examen des plaintes des détenus.

La séance est levée à 18 heures.